



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 03/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN PAM (Usine Foug)**

Avenue des Fonderies  
BP 1  
54570 Foug

Références : 2025\_0937  
Code AIOT : 0006200199

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM (Usine Foug) implanté Avenue des Fonderies BP 1 54570 Foug. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale relative aux rejets aqueux et aux déclarations réglementaires GEREP/GIDAF.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN PAM (Usine Foug)
- Avenue des Fonderies BP 1 54570 Foug

- Code AIOT : 0006200199
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT-GOBAIN PAM CANALISATION exploite sur le territoire de la commune de Foug une usine de fabrication de tuyaux et d'éléments de canalisation en fonte ductile. Elle projette le remplacement de ses deux cubilots par deux fours électriques (projet VULCAIN).

Les installations, soumises à autorisation, sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2010, modifié.

Le site dispose d'une station d'épuration interne assurant le traitement des eaux industrielles avant leur rejet dans le cours d'eau de l'Ingressin.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 4.3.9.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Séparation des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 4.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
4	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors du contrôle mené par l'Inspection des installations classées mettent en évidence les points suivants :

- L'examen des données d'autosurveillance des rejets aqueux, issues des 16 déclarations mensuelles transmises via GIDAF entre janvier 2024 et mai 2025, révèle des dépassements fréquents, parfois supérieurs au double des valeurs limites d'émission (VLE) fixées par

l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2010. Les paramètres concernés sont notamment le pH, le phosphore total, l'aluminium, le zinc, le fluor et le fer. Au vu de leur ampleur et de leur fréquence, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission réglementaires.

- Par ailleurs, un autre constat nécessite la mise en œuvre d'actions correctives : lors de la visite, il a été constaté que les eaux industrielles et pluviales sont collectées dans un même réseau, entraînant une dilution des eaux de process. Le site, construit en 1905, ne permet pas une séparation aisée sans travaux majeurs. Une étude, portant sur une zone de stockage spécifique, a été réalisée pour évaluer la possibilité de séparation et de traitement des eaux pluviales. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les résultats de cette étude.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
<b>Constats :</b>  Conformément à la prescription susmentionnée, l'exploitant a transmis, le 29 mars 2025, sa déclaration des données relatives aux émissions polluantes et aux déchets de l'année 2024 via l'application GERE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :  -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;  -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;

[...]

#### Constats :

##### Émissions dans l'eau

Les données déclarées concernant les émissions dans l'eau pour les macropolluants (MES, DCO, DBO5, phosphore total - Pt) apparaissent cohérentes avec les résultats des campagnes d'autosurveillance de 2024, ainsi qu'avec les données déclarées les années précédentes. L'inspection a toutefois relevé une augmentation significative des émissions d'hydrocarbures totaux : 48 kg en 2023 contre 152 kg en 2024, soit une hausse de 216 %.

Cette évolution serait, d'après l'exploitant, liée à des fuites d'huile, les émissions présentant une certaine variabilité. Bien que cette évolution soit importante, la masse émise en 2024 reste proche des niveaux observés en 2022 et 2021.

##### Émissions dans l'air

De manière générale, les émissions déclarées dans l'air pour l'année 2024 sont globalement cohérentes avec celles des années précédentes. Toutefois, deux points d'attention ont été relevés :

- Monoxyde de carbone : Une augmentation de 32 500 % est constatée entre 2023 (883,48 kg) et 2024 (287 978,039 kg). Cette hausse résulte de deux mesures supérieures à la valeur limite fixée à 500 mg/Nm<sup>3</sup> : l'une à 3 096 mg/Nm<sup>3</sup>, l'autre à 993 mg/Nm<sup>3</sup>. Ces dépassements ont été mentionnés dans le rapport annuel 2024, accompagné des actions correctives mises en œuvre. Il est notamment indiqué que des opérations de maintenance ont été réalisées sur les conduits concernés, ainsi que dans le cadre de l'entretien annuel. Sur le dépoussiéreur du cubilot, un test à la poudre a permis d'identifier quatre manches défectueuses, remplacées en début d'année.
- Dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) : Aucune émission de CO<sub>2</sub> n'a été déclarée dans la rubrique « combustion », alors que les émissions estimées semblent dépasser le seuil des 10 ktCO<sub>2</sub> fixé par l'arrêté GERE. L'exploitant a informé l'inspection, le 29 juillet, qu'en raison de la fermeture de la plateforme au 31 juillet et des moyens nécessaires pour compléter cette partie, il ne serait pas en mesure de fournir les éléments requis pour l'année 2024. L'inspection prend acte de cette absence de déclaration pour 2024, et demande à l'exploitant de compléter correctement cette section dans la déclaration GERE de l'année prochaine.

##### Émissions dans le sol

L'établissement ne réalisant aucune émission dans le sol, aucune déclaration n'a été effectuée pour ce compartiment.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 4.3.9.2

**Thème(s) :** Actions régionales, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le rejet général des effluents aqueux de l'établissement dans le milieu naturel, référencé N ° 1 à l'article 4.3.5. du présent arrêté, doit respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Débit Maximal : 3000m<sup>3</sup> en cas de faible pluviométrie et 7000m<sup>3</sup>/j en cas de forte pluviométrie

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30° C

- pH : compris entre 5,5 et 9

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	30	90 kg/j
DCO	50	150 kg/j
DBO5	30	90 kg/j
Hydrocarbures totaux	10	30 kg/j
Fluor	15	600 g/j
Phosphore total	10	400 g/j
AOX	5	200 g/j
Aluminium	5	200 g/j
Cuivre	2	80 g/j
Fer	5	200 g/j
Zinc	3	120 g/j

## Constats :

Par sondage, l'inspection a analysé les déclarations mensuelles d'autosurveillance transmises par l'exploitant via l'application GIDAF.

L'analyse a porté sur la période allant de janvier 2024 à mai 2025, représentant un total de 16 déclarations.

Les paramètres température, pH et débit font l'objet d'un suivi quotidien, tandis que les autres paramètres sont suivis à une fréquence mensuelle.

Dépassements constatés:

pH : Plusieurs dépassements ont été constatés :

- Mars 2025 : 5 dépassements
- Avril 2025 : 10 dépassements
- Mai 2025 : 21 dépassements

Phosphore total (Pt): Une mesure en flux du 4 septembre 2024 à 14,39 kg, soit plus de 35 fois la VLE.

Aluminium : Des dépassements en flux ont été constatés sur les mesures de :

- 2024 : février, mai, juillet, août, novembre
- 2025 : avril

Zinc : Des dépassements en flux ont été constatés sur les mesures de :

- 2024 : février, mai, septembre
- 2025 : février avec une valeur de 1,17 kg le 10/02, soit plus de 9 fois la VLE

Fluor : Des dépassements en flux ont été constatés sur les mesures de :

- 2024 : mai, septembre, novembre
- 2025 : février et mars

Fer : Des dépassements en flux ont été constatés sur les mesures de :

- 2024 : mai, juillet, novembre
- 2025 : un dépassement particulièrement important sur la mesure de février, avec 1,69 kg rejeté, soit plus de huit fois la VLE, ainsi que d'autres dépassements en mars, avril et mai

L'ensemble de ces résultats constitue des non-conformités aux valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2010.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais** : 6 mois

**N° 4 : Justification de dépassements et actions correctives**

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Autosurveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.</p> <p>Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.</p> <p>L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dépassements aux valeurs limites d'émission des déclarations mensuelles transmises via GIDAF sont généralement bien identifiés par l'exploitant, bien que certaines irrégularités subsistent. À titre d'exemple, les dépassements importants relevés sur les flux de zinc et de fer en février 2025 n'ont pas été mentionnés, alors même que les mesures mensuelles dépassaient largement les seuils réglementaires.</p> <p>Les causes de ces dépassements ne sont pas toujours clairement établies. La cause la plus probable serait les limites de traitement du procédé actuel.</p> <p>Toutefois, lors de l'inspection, l'exploitant a présenté oralement les grandes lignes d'un projet évoqué dans la rubrique « actions correctives envisagées » des déclarations GIDAF, visant à améliorer le traitement des rejets aqueux, en particulier pour la captation des métaux, la réduction du pH, ainsi que pour la gestion des huiles. Une courte présentation complémentaire a été transmise par mail à l'issue de la visite.</p> <p>D'après les éléments transmis, ce projet a pour objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'améliorer la captation des hydrocarbures dans l'eau issue de la centrifugeuse ;</li> <li>• de renforcer la séparation des matières en suspension ;</li> <li>• d'optimiser la réduction des concentrations en métaux.</li> </ul> <p>Plusieurs effets positifs sont également attendus : une amélioration de la composition des boues du bassin de décantation, avec une possible valorisation en méthanisation d'ici trois ans (sous réserve de l'absence d'hydrocarbures), ce qui représenterait un gain notable pour environ 500 tonnes de boues par an ; ainsi qu'une meilleure efficacité du traitement physico-chimique, notamment sur la floculation, permettant une captation renforcée des métaux.</p> <p>Ces éléments constituent les principales mesures correctives envisagées par l'exploitant pour prévenir les dépassements évoqués précédemment.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 5 :</b> Séparation des réseaux
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2010, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Eau



**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) de chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Cette disposition est à respecter au 30 octobre 2013 au plus tard.

**Constats :**

Lors de la visite, il a été constaté que le site collecte actuellement les eaux issues du process industriel et les eaux pluviales dans un même réseau. En cas de pluie, les eaux industrielles sont ainsi diluées par les eaux de ruissellement.

L'exploitant a indiqué que ce sujet avait déjà fait l'objet d'une étude, et qu'un argumentaire concernant le projet avait été transmis au préfet par courrier en date du 20 juillet 2012. Ce document a été accusé réception par la préfecture le 27 juillet 2012, et transmis aux services de l'inspection.

À la suite de la visite, l'exploitant a de nouveau transmis l'argumentaire ainsi que le courrier attestant sa réception.

Après analyse de ces éléments, il ressort que :

L'usine, construite en 1905 sur 38 hectares, repose sur un réseau ancien conçu sans séparation des eaux pluviales, des eaux de process et des eaux usées. Aujourd'hui, les eaux sont mélangées très tôt dans le réseau, notamment via des collecteurs en fonte enterrés sous les bâtiments, rendant toute séparation techniquement très complexe et économiquement difficile sans une révision complète des bâtiments et du réseau.

Dans le cadre des actions engagées, une étude a été initiée fin de mettre en place la séparation et le traitement des eaux pluviales sur une partie des zones de stockage, représentant 64 000 m<sup>2</sup> soit 43 % des surfaces concernées. Cette zone, située entre l'entrepôt et le magasin produits finis, a été retenue en concertation avec la DREAL comme prioritaire lors de précédents échanges.

L'exploitant indique avoir engagé une étude avec un bureau d'étude extérieur pour diagnostiquer les réseaux existants, en évaluer la qualité et proposer des solutions adaptées pour répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral, notamment concernant la séparation des eaux de ruissellement des zones de stockage.

À ce jour, les résultats de cette étude n'ont pas été transmis à l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection l'étude engagée concernant la séparation des réseaux d'eaux pluviales et industrielles, comportant ses conclusions, ainsi que les scénarios proposés et, le cas échéant, les décisions prises ou le calendrier de mise en œuvre envisagé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

